

**Andes-Caraïbes-Panama : brèves n°20 de la semaine du 12 au 18 mai 2017**  
(Avec la contribution des Services Economiques de la région)

### **BOLIVIE**

**La Banque Centrale (BCB) injecte 580 M USD pour pallier un manque de liquidité.** Face à la chute de liquidité du système financier, passée d'environ 2,6 Md USD à 430 M USD, la BCB a modifié le règlement des réserves légales des institutions d'intermédiation financière. Le coefficient de réserve légale en devise étrangère passe de 66,5% à 56,5% et celui en devise nationale de 12% à 11%. Les institutions financières pourront ainsi libérer jusqu'à 435 M USD pour octroyer plus de crédits. La BCB rachètera des bons émis sur le marché public afin d'injecter environ 145 M USD dans l'économie.

**La dette interne a augmenté de 5,1% en 2016.** La dette interne bolivienne a atteint 4,2 Md USD en 2016, soit 5,1% de plus qu'en 2015, selon le Ministère de l'Economie. Cette hausse s'explique notamment par l'émission de bons « C » (émis par le trésor bolivien par enchère publique) et par le paiement des amortissements des bons acquis par les Sociétés d'administration des fonds de pension. La dette interne représente 12,7% du PIB – ce qui est en ligne avec la limite de dette publique de 50% du PIB établie par la Communauté Andine des Nations – et 75,4% du montant total des revenus fiscaux.

### **COLOMBIE**

**Les importations colombiennes en hausse au premier trimestre.** Elles se sont établies en hausse de +6,9% au T1 à 11,3 Md USD, du fait la reprise des importations manufacturières (+7,8% à 8,5 Md USD) et agro-alimentaires (+14% à 1,67 Md USD). Pour autant, le dynamisme parallèle des exportations se traduit par une réduction sensible du déficit commercial, de 3,52 à 2,17 Md USD. Selon les Douanes colombiennes, les importations en provenance de France progressent de +64,4%, ce qui contraste très fortement avec l'évolution constatée par les Douanes françaises (-7,3%).

### **CUBA**

**Projet d'exploitation minière dans la province de Pinar del Río.** Ce projet d'extraction de zinc et de plomb sur le site de Castellanos est un des plus grands investissements en exécution sur l'île. L'entreprise Emincar, a consacré près de 280 M USD pour installer une usine de production des métaux. Les travaux devraient se terminer en juillet 2017 et à terme la production devrait atteindre 220 tonnes par an, destinées à l'exportation, tandis que le site pourrait générer 1 000 nouveaux emplois. Ces derniers comprennent également les emplois générés par la remise en service du port de Santa Lucia.

**Chute des exportations cubaines de pétrole raffiné.** En 2016, les exportations cubaines de combustibles ont atteint 15,4 M USD, soit 10 fois moins que le montant exporté en 2015 (163,5 M USD), et 20 fois moins qu'en 2014 (336,8 M USD), selon le rapport Comtrade des Nations unies. Ces chiffres, issus d'un recoupement des données d'importations pétrolières de nombreux pays, sont cependant à considérer avec précaution, les données pouvant être incomplètes. Ils rendent cependant compte d'une importante baisse de ce revenu d'exportation, due à la forte réduction des livraisons de pétrole brut vénézuélien.

### **EQUATEUR**

**Baisse de la production pétrolière.** La production journalière de pétrole a baissé de 14 000 barils fin mars 2017, en raison des engagements pris au sein de l'OPEP, qui prévoit une baisse globale de la production des membres de 4,45% d'ici à fin juin 2017. La production devrait encore diminuer de 12 000 barils/jour supplémentaires d'ici la fin du premier semestre et plafonner à 522 000 barils/jour. Entre janvier et mars 2017, la production moyenne a été de 534 000 barils/jour.

**Dénonciation des accords de protection des investissements.** Le Président Correa a promulgué le décret de dénonciation des 16 traités de protection des investissements en vigueur dont celui avec la France. Les nouveaux investissements potentiels sont désormais face à un vide juridique préjudiciable.

**La balance des paiements est excédentaire en 2016.** Le compte courant a enregistré un solde positif de 1,4 Md USD soit 1,5% du PIB, ce qui représente une augmentation de 3,5 Md USD par rapport à 2015. La balance des biens affiche en 2016 un solde excédentaire de 1,5 Md USD. Enfin la balance des transferts courants a atteint 2,7 Md USD, qui s'explique essentiellement par les transferts des émigrés (2,6 Md USD).

### **HAÏTI**

**Le gouvernement haïtien augmente les tarifs des carburants.** Malgré l'impopularité de la mesure (les transports ont ainsi augmenté de 33%), le prix du kérosène croît de 17%, celui de l'essence de 18,5% et le diesel de 20%, pour permettre aux finances publiques de se rééquilibrer en supprimant à terme les subventions de l'Etat sur l'importation de produits pétroliers. En effet, les prix du carburant seront graduellement augmentés de 6 gourdes sur le prix du gallon de l'essence, 5 gourdes sur le diesel et 4 gourdes sur le kérosène, à l'arrivage de chaque cargaison d'ici au 1er octobre 2017.

## JAMAÏQUE

**Croissance du tourisme en début d'année.** Le Conseil du tourisme jamaïcain compte 771 000 arrivés en janvier février, soit une hausse de +3% par rapport à la même période en 2016. L'augmentation provient aussi bien du tourisme de croisière (+3,7%) que du tourisme d'escale (+2,1%). Les arrivés des principaux marchés ont augmenté : Etats-Unis (+0,7%), Canada (+4,5%) et Europe (+3,2%). Le gouvernement cible 5% de croissance dans les arrivées de touristes en 2017.

## PANAMA

**L'Organisation internationale des commissions des valeurs (OICV) retire le Panama de sa liste des pays non coopératifs.** L'OICV reconnaît les changements réalisés par le pays pour adapter son cadre juridique aux exigences internationales et l'échange d'information. De plus, le GAFI évaluera également les changements réalisés pour la transparence, la conformité des mesures à la Loi 23 de 2015, ainsi que l'application de ses 40 recommandations. Le pays devra prouver au GAFI qu'il est parvenu à réduire les risques liés au blanchiment de capitaux.

## PEROU

**La Banque Centrale (BCR) réduit son taux de référence à 4%,** après l'avoir maintenu à 4,25% pendant 14 mois. La BCR estime qu'il est adapté à la prévision d'inflation qui converge vers la fourchette cible (1-3 %) pour 2017 et qui sera également respectée en 2018. Cette projection prend en compte une reprise après les chocs d'offre qui ont affecté l'inflation au T1 2017 (dégâts climatiques), les perspectives d'inflation à 12 mois, encore proches de la limite supérieure de la fourchette cible et la récupération de l'activité économique grâce à l'accroissement des dépenses publiques et au dynamisme des exportations, avec l'amélioration progressive de la conjoncture économique mondiale.

**Le déficit d'infrastructure dépasse les 165 Md USD avec les dégâts de El Niño Costero.** Selon le « Plan National d'Infrastructure d'ici à 2025 », le déficit d'infrastructure, qui était de 159 Md USD, doit désormais être augmenté des besoins de reconstruction, évalués à 6,4 Md USD, et atteint donc maintenant 165,4 Md USD. Le déficit dans le secteur des transports est le plus important et atteint 57,5 Md USD (sans tenir compte des effets des inondations récentes). L'énergie et les télécommunications sont ensuite les secteurs les plus affectés.

## SURINAME

**Le Fonds d'épargne et de stabilisation a été adopté par l'Assemblée Nationale.** Il sera opérationnel en 2018 et géré par la Banque centrale lors des 3 premières années jusqu'à la nomination d'un conseil ad hoc. Selon les projections du ministre des Finances, le Fonds, alimenté par les recettes minières liées à la nouvelle mine d'or, sera doté de 200 M USD (5,6% du PIB de 2016) dans 5 ans. Durant les 5 premières années, aucun retrait ne pourra être opéré. La législation précise que les fonds seront utilisés en cas de catastrophe naturelle et pour des co-financements de certains secteurs de l'économie.

**Le soutien financier du FMI n'est plus nécessaire selon le ministre des Finances.** Les données économiques s'étant nettement améliorées, le pays ne serait plus éligible à un programme FMI. Les perspectives pour le T1 sont positives, l'inflation a été depuis le début d'année en moyenne de 9% et le taux de change est relativement stable. Fin avril, les réserves atteignent 392,8 M USD (3,8 mois d'importations) soit une hausse de +70% par rapport à avril 2016.

## TRINITE ET TOBAGO

**Premier excédent budgétaire depuis 5 ans.** Alors que celles approuvées pour l'année fiscale 2016 (octobre/septembre) était de 9,92 Md USD, les dépenses se sont élevées à 8,38 Md USD selon le rapport 2016 du vérificateur général de Trinité-et-Tobago. Les économies significatives ont été réalisées particulièrement dans le fonctionnement des ministères des Finances et de la Sécurité Nationale, ainsi que dans les services présidentiels et ceux du Premier Ministre. Avec des recettes atteignant 8,93 Md USD, l'Etat réalise un excédent de 154 M USD soit 0,7% du PIB de 2016.

## VENEZUELA

**La production pétrolière du Venezuela ne cesse de baisser depuis trois ans** faute de pouvoir effectuer les nouveaux investissements nécessaires. Selon les chiffres adressés à l'OPEP, la production moyenne des quatre premiers mois de 2017 s'élève à 2,24 millions de b/j, soit une baisse de 340 000 b/j par rapport à la même période de 2016. Toutefois, ces chiffres officiels sont plus élevés que ceux des sources indépendantes comme Petroleum Intelligence et l'AIE (enregistrés à partir des données reçues des opérateurs privés). La production du mois de mars 2017 serait descendue sous les 2 millions de b/j avec un maximum de 1,95 millions de b/j. Depuis l'accession au pouvoir du président Maduro, la production aura baissé de 550 000 b/j, soit un manque à gagner de devises de près de 9,3 Md USD par an à un prix moyen annuel de 45 \$/b.

**L'économie vénézuélienne est entrée dans son 14ème trimestre consécutif de récession** et il n'y a pas de signe d'amélioration à court terme, en raison des tensions sociales exacerbées. Un retour à la normale n'est pas envisageable avant la fin de l'année 2018, dans le meilleur des cas. Le pays traverse désormais la pire crise économique de son histoire. Le PIB devrait enregistrer une contraction de l'ordre de -28% minimum entre 2014 et 2017, soit la pire récession depuis celles des périodes 1929-1932 (-23,3%), 1941-1942 (-23%), 1977-1985 (-24,7%) et 1998-2003 (- 23,3%).

Patrick HERVE  
Chef du service économique régional